



## Délibérations du Conseil Communautaire du 10 octobre 2024

L'an deux mille vingt-quatre le dix octobre à vingt heures, le Conseil Communautaire de la Communauté de communes Coteaux et Vallées des Luys, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à Arsague - Foyer rural, sous la présidence de Christine FOURNADET, Présidente.

**Date de la convocation** : vendredi 04 octobre 2024

**Présents** : Dominique HONTANG (BRASSEMPOUY), Christine FOURNADET (CASTELNAU-CHALOSSE), Thierry LABORDE (DONZACQ), Fabienne LASSALLE (ARGELOS), Maurice DULAYET (BASTENNES), Alain GARBAY (POMAREZ), Pascal CASSIAU (POMAREZ), Jean-Pierre CAZENAVE (BASSERCLES), Robert CRABOS (CASTAIGNOS-SOUSLENS), Patrick DESSA (CASTAIGNOS-SOUSLENS), Jérémy DOMARLE (CASTEL-SARRAZIN), Bernard DUGACHARD (MARPAIS), Maryse DUPRAT (POMAREZ), Odile ELOY TRAN VAN CHUOI (AMOU), Sandrine GAILLACQ (GAUJACQ), Roland GODDE (NASSIET), Gérard GRAZIANI (DONZACQ), Hervé GUICHENEUY (ARSAGUE), Jean-Yves HAURAT (ARSAGUE), Martine HILLOTTE (BEYRIES), Patrick HOURTIN (CASTELNAU-CHALOSSE), Joëlle LAGOUARDETTE (POMAREZ), Karine LAPOS (NASSIET), Didier LARROUTURE (BONNEGARDE), Alain LUBET (AMOU), Karen RICARRERE (AMOU), Jean ROHFRTSCH (GAUJACQ)

**Absents** :

**Procurations** : Florence BERGEZ (AMOU) a donné pouvoir à Alain LUBET, Jean-Pierre DUFOURCQ (AMOU) a donné pouvoir à Odile ELOY TRAN VAN CHUOI, Ludovic NOUGARO (POMAREZ) a donné pouvoir à Pascal CASSIAU, Philippe NOVEMBRE (CASTEL-SARRAZIN) a donné pouvoir à Jérémy DOMARLE

**Représentés** : Dominique TOULOUSE représenté par Dominique HONTANG (BRASSEMPOUY)

Nombre de membres afférents	0
Nombre de membres en exercice	31
Présents	27
Pouvoirs	4
Votants	31

### N° DEL20241010-002 PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE - Participation de l'employeur

#### La Présidente rappelle à l'assemblée :

L'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 et le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 ont redéfini la participation des employeurs publics au financement des garanties de protection sociale complémentaire de leurs agents fonctionnaires et contractuels de droit public.

Ainsi et à l'instar du secteur privé, la participation financière de l'employeur deviendra obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour les garanties prévoyance pour un montant qui ne pourra être inférieur à 7,00 € par mois et par agent ;

Conformément à l'article L. 827-7 du CGFP, les centres de gestion se sont vu confier une nouvelle mission à savoir conclure, pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, des conventions de participation au titre de la protection sociale complémentaire afin de couvrir les risques « prévoyance » au profit de leurs agents.

C'est ainsi que le Centre de Gestion des Landes a lancé une procédure de mise en concurrence en vue de conclure une convention de participation pour le risque « Prévoyance », au profit des collectivités et établissement du Département.

Madame la Présidente rappelle que la présente assemblée a, après avis du Comité Social Territorial DU 23 septembre 2024, a décidé d'adhérer à la convention de participation à adhésion facultative au titre de la garantie prévoyance pour ses agents,

Madame la Présidente rappelle les garanties proposées ci-dessous par le contrat collectif d'assurance prévoyance, assises sur le traitement brut des agents ( TBI + NBI + CTI + ICCSG + Régime Indemnitaire).

**Vu** le code général de la fonction publique notamment ses articles L827-1 à L827-12 ;



**Vu** le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents ;

**Vu** le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

**Vu** l'avis rendu par le comité social territorial en date du 23 septembre 2024

**Vu** la délibération n° DCA20240716\_01 en date du 16 juillet 2024 du Conseil d'Administration du Centre de Gestion des Landes portant désignation de Territoria Mutuelle pour le risque prévoyance et décidant de la conclusion de la convention d'adhésion facultative à proposer aux collectivités avec cette mutuelle pour la mise en œuvre de cette garantie pour 6 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 dans les collectivités ayant décidé d'y adhérer;

### **Après échanges de vues et délibérations, le Conseil Communautaire, décide,**

**Article 1** -: d'approuver la participation employeur au titre de la prévoyance dans le cadre de la convention de participation, proposée par le CDG des Landes signée entre la collectivité employeur et Territoria Mutuelle et de fixer le montant mensuel de la participation financière à 50 % de la cotisation versée mensuellement par les agents qui auront souscrit la prévoyance issue de cette convention de participation. Dans tous les cas, l'application de ce pourcentage ne pourra pas représenter un montant de participation inférieur à 7,00 € brut par mois.

**Article 2** : D'autoriser Madame la Présidente à signer toutes les pièces afférentes à l'adhésion de la collectivité à la convention de participation pour le risque « Prévoyance » et d'inscrire au budget les crédits correspondants.

**Article 3** : les dispositions de la présente délibération prendront effet après transmission aux services de l'Etat et publication et ou notification.

**Vote** : Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

  
Signé par Christine FOURNADET  
Date 14/10/2024  
Qualité : Présidente

*« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication, son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département. »*